

Compte rendu de la Table Ronde Mobilité Equipement du 23 juin 2008

Cette table ronde se tenant 4 jours après l'action nationale Equipement-Matériel qui a réuni près de 7 000 cheminots à Paris, la délégation CGT a demandé à la Direction que celle-ci fasse de nouvelles propositions avant toute discussion sur la mobilité.

Nouvelles propositions de la Direction :

1. Elle s'engage à clarifier la définition de l'unité d'affectation.
2. Le régime général faisant disparaître les paniers et paniers grand centre, la Direction s'engage à traiter le cas des agents touchant des paniers grand centre pour que ceux-ci ne subissent pas de perte.
3. Concernant l'attribution repas, la délégation CGT avait soulevé le problème de la différence d'attribution des repas, par rapport aux paniers surtout lors de journées continues. La Direction propose l'attribution d'un repas lors d'une journée avec coupure et d'un panier lors d'une journée sans coupure. Cette proposition serait valable pour l'ensemble des agents de l'Equipement.
4. Concernant la prise en compte des trajets. Pour la CGT, ce point était un des points de blocage lors de la négociation. La Direction propose que les trajets pour se rendre sur les chantiers, soient pris totalement en travail effectif, même lorsque ceux-ci sont faits avec des moyens collectifs de transport. Cette mesure est étendue à l'ensemble du personnel de l'Equipement.
5. Concernant les taquets des durées effectives de travail, la Direction accepte d'acter clairement que les durées journalières maximum de travail effectif sont de 8h30 de nuit et de 9h30 de jour, hormis lorsqu'un agent part pour un déplacement où là ses taquets peuvent être portés pour le 1^{er} et le dernier jour à 10h maximum de travail effectif avec une amplitude de 12, si la journée comporte du trajet pour que l'agent se rende ou revienne de son lieu de déplacement.

Après des discussions assez houleuses, la Direction s'engage à faire parvenir aux organisations syndicales dans le plus brefs délais, les textes reprenant clairement ses propositions.

Elle doit aussi voir les établissements où les cheminots se sont retrouvés sous la menace de sanction, du fait qu'ils refusaient d'être détachés.

L'action des cheminots le 19 juin a bien été nécessaire car c'est grâce à celle-ci que la Direction revient aujourd'hui sur son projet.

Pour autant, nous devons attendre que celle-ci nous présente par écrit ses propositions et notre bataille ne doit pas s'arrêter là car la question de la prime de travail et la question de l'emploi pour les agents de l'Equipement, n'a pas encore été abordée.

Nous devons maintenir la pression au niveau de nos établissements et en régions.

Aujourd'hui le proverbe, qui dit qu'il n'y a que les batailles que l'on ne mène pas qui sont perdues, trouve toute sa raison.